

Introduction

Retracer l'histoire des idées économiques suppose évidemment de cerner son sujet. Cela suppose ensuite de trouver un point de départ dans le temps pour cheminer jusqu'à l'époque contemporaine.

L'économie telle que nous la pratiquons naît réellement au XVIII^e siècle. C'est à partir de là en effet que la réflexion sur la société et les relations entre les hommes intègre un objectif clair : accroître les ressources de tout un chacun.

Auparavant, le monde vit, globalement et durablement, dans une économie de pénurie, marquée par des disettes voire des famines à répétition. Chaque fois que l'humanité pense pouvoir mieux se nourrir et mieux vivre, les naissances se multiplient et, de nouveau, le manque se fait sentir. C'est au XVIII^e siècle que débute l'aventure moderne de la croissance, grâce initialement à une agriculture de plus en plus efficace, où l'augmentation de la population ne signifie plus appauvrissement systématique, mais bien plutôt augmentation de la main-d'œuvre et, *in fine*, augmentation de la production. C'est également à cette époque que le terme d'« économie politique » (*political economy*) s'impose pour désigner la réflexion sur la richesse d'un pays, sur la croissance et la répartition de ses fruits. Étymologiquement, il vient du grec et signifie « étude de la gestion [économie en grec] de l'État [politique en grec également] ».

Habituellement, on considère que le premier à avoir employé cette expression, et donc à pouvoir être qualifié d'économiste, est Antoine de Montchrestien. Paru en 1615, son *Traité d'économie politique* est un texte très politique dont le contenu se conforme à l'étymologie de cette expression. Il contient avant tout des conseils au jeune roi Louis XIII sur la meilleure façon de s'acquitter de sa tâche de souverain. Les textes qui suivent immédiatement ce traité et qui font référence à l'économie politique pourraient être qualifiés aujourd'hui de manuels de finances publiques. Ils visent le plus souvent à faire des propositions sur la gestion de l'État au sens strict du terme.

Antoine de MONTCHRESTIEN, le premier économiste?

Antoine de Montchrestien, sieur de Vasteville, est né en Normandie en 1575. La légende voudrait qu'il ait été un lointain cousin de Corneille. Ce lien supposé pourrait expliquer son goût pour la littérature, et notamment le théâtre. Certains vont même jusqu'à lui attribuer la paternité de certaines œuvres de Molière.

Il accède au rang d'économiste avec la parution de son *Traité d'économie politique*. Défenseur du monde de la production et du commerce, il met ses idées en pratique et crée une entreprise de métallurgie qui produit des instruments de cuisine. Dans son livre, il soutient le principe mercantiliste des bienfaits d'une augmentation de la quantité de monnaie en circulation (voir chapitre 1). Cohérent jusqu'au bout, il est pourchassé par les autorités car son usine sert à masquer une activité de... faux monnayage. Il meurt dans une échauffourée près de Domfront (aujourd'hui dans le département de l'Orne), des mains du magistrat qui le poursuit, un certain Jean Turgot, ancêtre de l'économiste du XVIII^e siècle.

La « date de naissance » de la science économique est donc plutôt à chercher au XVIII^e siècle. C'est à cette époque que s'impose l'idée que la fortune de l'État ne peut s'analyser sans comprendre comment se crée la richesse totale du pays. Elle trouve son expression la plus aboutie dans une formule célèbre de François Quesnay, un des premiers à s'autodésigner sous le nom d'économiste (voir chapitre 2) :

Pauvres paysans, pauvre royaume; pauvre royaume, pauvre roi.

Cette formule traduit bien ce que va être la méthode de l'économiste : chercher à dépasser les apparences et analyser en profondeur la réalité sociale pour en tirer des lois de comportement et des recommandations à faire au décideur. En l'occurrence, il s'agit de dire au gouvernement qu'il ne se défera durablement de la dette publique que par la croissance, et non par l'annulation et la banqueroute. Ce qui commande à la gestion de l'État, c'est la bonne santé de l'agriculture. Un économiste du XIX^e siècle, Frédéric Bastiat, dira qu'en économie, il y a « ce qui se voit et ce qui ne se voit pas ». Dans cette sentence, on doit comprendre que l'économiste est celui qui est capable de montrer ce qui ne se voit pas, tandis que bien souvent l'homme politique est celui qui se contente de réagir à ce qui se voit.

Cette mutation fondamentale, où l'économie devient réflexion complexe à partir d'une observation initiale sur la création de richesse et sur sa circulation, est née très clairement au XVIII^e siècle. Il est pourtant difficile de la dater précisément. On peut se référer à trois événements :

- l'introduction en 1767 du terme de « *political economy* » dans le monde anglo-saxon, par l'*Inquiry into the Principles of Political Economy* de James Steuart, un Écossais ayant longuement vécu en France (voir chapitre 2) ;
- la parution en 1776 du célèbre livre d'Adam Smith, *La Richesse des nations* ;
- la publication sanctificatrice de l'article « Économie politique » dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, tant cet ouvrage a été considéré comme le vecteur privilégié de diffusion de la culture française du XVIII^e siècle et de la pensée des Lumières, culture et pensée qui sont grandement à l'origine des modes de raisonnement modernes dans leur ensemble. Choisir cet article, publié en novembre 1755, est néanmoins contestable car son contenu se révèle, là encore, éloigné de ce que nous considérons comme de l'économie au sens contemporain. Mais il a de nombreux partisans, son auteur n'étant autre que Jean-Jacques Rousseau.

ROUSSEAU économiste

La vie de Rousseau, qui commence le 28 juin 1712 à Genève, a été maintes fois racontée, ne serait-ce que par lui-même dans *Les Confessions*. Cette vie qu'il qualifie de lamentable est celle d'un personnage hors norme, génial et ambigu. Ses contradictions sont fameuses, comme l'abandon de ses enfants alors qu'il se fit pédagogue en rédigeant *l'Émile*, ou le réquisitoire contre le théâtre de sa *Lettre à d'Alembert* alors qu'il écrivit des pièces et des opéras. Ses brouilles multiples le sont tout autant, de Diderot à Voltaire en passant par le musicien Rameau ou le philosophe David Hume. Il a néanmoins connu des fidélités réelles, par exemple vis-à-vis de Mme de Warens, une aventurière qui lui mit le pied à l'étrier, de Sophie d'Houdetot, qui lui inspira de platoniques et éphémères élans, ou de Thérèse Levasseur, une servante illettrée qui fut sa compagne jusqu'au dernier jour.

Alors que Rousseau devait se consacrer dans l'*Encyclopédie* aux articles sur la musique, Diderot – avec qui il est en froid depuis février 1754 – lui propose de s'exprimer sur des sujets plus fondamentaux. C'est ainsi qu'il compose son article sur l'« Économie politique » : il s'agit pour lui de corriger les positions extrêmes contre le droit de propriété qu'il a défendues dans le *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes* (1755). Ce sera peine perdue et, la brouille allant en s'amplifiant, Rousseau reprendra son texte, publié après 1758 sous le titre de *Discours sur l'économie politique*. Dans ce dernier, Rousseau part de l'interprétation ancienne de l'expression, celle la rattachant à son étymologie. À l'instar de Montchrestien, il y parle autant science politique qu'économie. Ses idées économiques ne s'y trouvent qu'en partie et on ne peut en avoir une vue complète qu'à condition de lire le *Discours sur l'origine de l'inégalité*, les *Considérations sur le gouvernement de Pologne* (parues en 1782) et son *Projet de Constitution pour la Corse* (qui ne sera publié qu'en 1861).

Certains commentateurs se font un malin plaisir à souligner les incohérences de Rousseau et, de façon plus générale, de son œuvre. Ses théories économiques sont susceptibles de subir cette critique. Ainsi, *l'Économie politique* insiste sur la légitimité de la propriété privée comme fondement de la société, quand, rappelons-le, cette

même propriété est présentée dans le *Discours sur l'inégalité* comme la source des malheurs de l'humanité... Il expose quelque peu sa vision de l'avenir économique dans l'*Économie politique*, mais surtout dans ses conseils aux Corses. Il imagine une société agricole fonctionnant en autarcie qui, par son austérité, se rapproche de la pureté perdue. Rousseau se veut apologiste de l'agriculture parce qu'elle rend libre, et du monde rural parce qu'il est simple. Il se pose en détracteur du commerce et de l'industrie, parce qu'ils rendent riche et favorisent l'émergence des villes où règnent luxe et corruption. Quant à l'État, il lui assigne de promouvoir les valeurs civiques et recommande, sur un strict plan économique, de contenir ce parasite potentiel. Souvent considéré comme un précurseur du socialisme, il est résolument anti-étatiste. Un des moyens de limiter le rôle de l'État est de ne lui laisser comme ressources que celles provenant de la gestion du domaine public. D'autant que, à travers la fiscalité, « l'État, écrit Rousseau, enrichit des fainéants de la dépouille des hommes utiles ». Les seuls impôts acceptables sont ceux qui, perçus sur les riches, réduisent les inégalités.

Théoricien d'un inclassable socialisme rural aux accents moralisateurs, Rousseau s'oppose aux écoles économiques de son temps et son statut d'économiste est à la fois incontestable et usurpé...

Si l'on fait donc remonter les débuts de la science économique au milieu du XVIII^e siècle, est-ce à dire qu'il n'y avait pas de pensée économique avant ?

En fait, ce n'est pas le cas, mais les écrits économiques antérieurs souffrent en général de trois défauts :

- Ils ne sont que très rarement exclusivement économiques. Leur réflexion sur la richesse et l'augmentation de la production vient compléter des considérations plus générales sur la nature de l'État, sur la justice, sur la morale ou porte sur le rapport avec les préceptes de la religion.
- Ils sont plus normatifs qu'analytiques : les auteurs ne cherchent pas à comprendre et à déduire, mais à prescrire. Ces textes comportent des recommandations souvent très précises de ce que doit faire l'État, quand ils ne sont pas des descriptions de la société idéale, qualifiées

systématiquement d'utopies après la parution en 1516 de l'*Utopie*¹ de Thomas More.

- Enfin, leur manque de cohérence est assez patent et ces écrits restent centrés sur des aspects relativement peu importants de l'économie.

Avant le XVIII^e siècle, une pensée économique existe au sens où les problèmes de richesse et de production ne sont pas ignorés, mais il n'y a pas de science économique.

Nous allons donc consacrer un premier chapitre aux débuts de la pensée économique, quand celle-ci ne se définit pas encore comme scientifique. Puis nous examinerons, à partir des premiers économistes reconnus comme tels que furent les physiocrates, comment la pensée économique a progressé. Chaque école a cherché à résoudre un problème de son temps, avant d'être corrigée par une autre école, se structurant une ou deux générations après et cherchant à modifier l'héritage pour le rendre plus conforme aux réalités nouvelles. Ce processus selon lequel la recherche conduit à l'amélioration permanente de la théorie est celui de la physique et, très rapidement, l'économie a tâché de se rapprocher des méthodes de celle-ci.

Un des problèmes de l'économie est de garder la cohérence de la physique. Si un physicien d'aujourd'hui ne pense pas comme Newton et connaît les limites et les faiblesses des idées de ce génie, il n'en reste pas moins qu'à son époque, progressivement, tout le monde a adopté son point de vue. En économie, ce n'est pas le cas, même si les divergences entre économistes sont moins marquées que ce que pense en général l'opinion publique.

En pratique, chaque époque affiche un cadre conceptuel dominant et un cadre dans lequel s'inscrit la contestation, contestation qui conduit les tenants du cadre dominant à revoir en permanence leur théorie.

Historiquement, l'économie peut s'analyser selon trois types de pensée, décrits notamment par la philosophie allemande (Werner Sombart, Oswald Spengler), qui expliquent l'action humaine selon des éléments différents et associent ces éléments à des régulateurs précis :

- Premier modèle (« anglais ») : le déterminant est l'**intérêt**, le régulateur est **la concurrence et le marché**.

1. Le titre exact est *De optimo reipublicae statu deque nova insula Utopia*.

- Deuxième modèle (« allemand ») : le déterminant est **la raison**, le régulateur est **l'État et la planification**.
- Troisième modèle (« espagnol ») : le déterminant est **la foi**, le régulateur est **la charité et l'Église**.

Pour chaque époque, nous présenterons le modèle dominant, qui le plus souvent appartient à la logique « anglaise », la remise en cause « allemande » et, si besoin est, nous dirons un mot de la pensée religieuse.

La logique « anglaise » commencera avec les physiocrates et Adam Smith ; suivront les économistes classiques avec Ricardo et ses disciples, puis néoclassiques avec Jevons, Walras et Menger, sachant que chaque fois nous aborderons les « Allemands » qui leur font face. Puis nous verrons comment l'étatisme et l'esprit « allemand » ont un temps triomphé en Angleterre même, avec Keynes, avant de voir les thèses « anglaises » refaire surface dans le monétarisme puis dans la nouvelle macroéconomie classique.

Nous terminerons en faisant le point sur les enjeux actuels de la recherche en économie, alors même que la crise de 2008-2009 à la fois a ébranlé la confiance portée aux économistes et semble avoir suscité une demande croissante d'expertise de leur part.

Bibliographie

Livres généraux de référence d'histoire de la pensée économique :

Charles Gide et Charles Rist, *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*, Dalloz, 2000, 920 p., ISBN-10 : 2247041299.

Henri Denis, *Histoire de la pensée économique*, Puf, 2008, 725 p., Quadrige Manuels, ISBN-10 : 2130563174.

Joseph A. Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*, Gallimard, 2004, 530 p., ISBN-10 : 2070313417.

John K. Galbraith, *Économie hétérodoxe*, Seuil, 2007, 1000 p., ISBN-10 : 2020896222.